

## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

### APPEL D'OFFRES OUVERT « A MAJORATION »

N° 06/2025

Objet :

**PRESTATIONS DE SURVEILLANCE ET DE GARDIENNAGE DES LOCAUX DE  
L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE  
CONTRE LA CORRUPTION (INPPPLC), en lot unique**

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert à majoration (séance publique) conformément aux dispositions de l'article 8, de l'alinéa 1, paragraphe 1 de l'article 19 et de l'alinéa a), paragraphe 3 de l'article 20 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété.

## SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....	6
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	6
ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE .....	6
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES LOCAUX .....	6
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE .....	6
ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE .....	7
ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE .....	7
ARTICLE 8 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE .....	8
ARTICLE 9 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE .....	8
ARTICLE 10 : ÉLECTION DE DOMICILE DU PRESTATAIRE DE SERVICE .....	8
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT .....	8
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE .....	9
ARTICLE 13 : DELAI D'EXECUTION .....	9
ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX .....	9
ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX .....	9
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF .....	9
ARTICLE 17 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 18 : ASSURANCES-RESPONSABILITES .....	10
ARTICLE 19 : DROIT D'ENREGISTREMENT .....	10
ARTICLE 20 : CONTROLE DES PRESTATIONS .....	10
ARTICLE 21 : RECEPTION DES PRESTATIONS .....	10
ARTICLE 22 : MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE RÈGLEMENT .....	11
ARTICLE 23 : PIECES A FOURNIR POUR LE PAIEMENT .....	11
ARTICLE 24 : PÉNALITÉS POUR RETARD .....	11
ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE .....	11
ARTICLE 26 : RÉSILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES .....	12
ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	12
ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC .....	12
ARTICLE 29 : RESPECT DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL .....	12
ARTICLE 30 : MESURES DE SECURITE .....	12
ARTICLE 31 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES .....	13
ARTICLE 32 : AVANCES .....	13
ARTICLE 33 : REVISION DES CONDITIONS DU MARCHE .....	13
ARTICLE 34 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES .....	13
CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES .....	14
ARTICLE 35 : CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	14
ARTICLE 36 : LIEUX D'EXECUTION ET REPARTITION DE L'EFFECTIF .....	15
ARTICLE 37 : OBLIGATION ET RESPONSABILITES DIVERSES DU TITULAIRE DU MARCHE .....	15
ARTICLE 38 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE RECONDUCTIBLE .....	17
ARTICLE 39 : TENUE DE TRAVAIL .....	17
ARTICLE 40 : LIAISON AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE .....	17



## CAHIERS DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert à majoration (séance publique) en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19, de l'article 8 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, tel qu'il a été modifié et complété.

### **Entre**

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par Monsieur Mohamed BENALILOU en sa qualité de Président. Désigné ci-après par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « INPPLC » ou « **Maître d'ouvrage** » ou « **MO** ».

### **D'UNE PART**

### **ET**

#### **1. Cas d'une personne morale :**

La société .....  
Représentée par Monsieur/Madame ..... En qualité de .....  
Agissant au nom et pour le compte de ..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social .....  
Taxe professionnelle n° .....  
Identifiant fiscal n° .....  
ICE n° : .....  
Inscrite au registre de commerce de ..... sous le n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) .....  
Ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

### **D'AUTRE PART**

### **IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT**

#### **2. Cas de personne physique :**

M..... Agissant en son nom et pour son propre compte.  
Registre de commerce de ..... sous le n° .....  
Taxe professionnelle n° ..... Affilié à la CNSS sous n° .....  
Identifiant fiscal n° .....  
Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) .....  
Ouvert auprès de.....  
Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

**D'AUTRE PART**

**IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV**

**3. Cas d'un groupement :**

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention .....  
(les références de la convention) ..... :

**- Membre 1:**

M. .... qualité ..... Agissant au nom et pour le compte de  
..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social .....

Taxe professionnelle n° : .....

Identifiant fiscal n° : .....

ICE ..... n° :

Registre de commerce de ..... sous le n° .....

Affilié à la C.N.S.S sous le n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) .....

Ouvert auprès de .....

**- Membre 2:** ..... (Servir les renseignements le concernant)

**- Membre n :** ..... (Servir les renseignements le concernant)

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M  
..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et

coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24  
positions) ..... Ouvert auprès .....

Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

**D'AUTRE PART**

**IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV**

**4. Cas d'un auto-entrepreneur**

Je soussigné : ..... (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre  
compte,

Adresse du domicile élu .....

Affilié à la CNSS sous le numéro : .....

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro .....

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire (RIB sur 24 chiffres) .....

Ouvert au nom ..... à la .....

Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

**D'AUTRE PART**

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

5. Cas de coopérative ou union de coopératives

Je soussigné ..... (prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de .....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital de.....  
Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives : .....  
Adresse du domicile élu : .....  
Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro .....  
Affiliée à la CNSS (1) sous le numéro .....  
Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro : .....  
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....  
Relevé d'identité bancaire .....  
Ouvert au nom .....à la .....  
Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI





## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres a pour objet : **Prestations de surveillance et de gardiennage des locaux de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) en lot unique.**

### **ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché issu du présent appel d'offres est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption à Rabat représentée par son Président.

### **ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Le titulaire doit assurer les prestations de gardiennage, de surveillance des locaux de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption et ce, conformément aux termes de référence objet du chapitre II du présent CPS.

### **ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES LOCAUX**

Le titulaire prend en charge et sous sa responsabilité totale, les prestations de de surveillance et de gardiennage des locaux de l'INPPLC.

Les locaux abritant le siège de l'INPPLC sont situés à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage, Hay Ryad, Rabat et sont d'une superficie globale de 1783 m<sup>2</sup>, répartie sur 4 plateaux bureaux comme suit :

- Deux plateaux bureaux au 3<sup>ème</sup> étage, d'une superficie globale de 884m<sup>2</sup> composés de :
  - Dix-neuf (19) bureaux ;
  - Trois (3) plateaux ;
  - Trois (3) plateaux ;
  - Deux (2) Salles de réunion ;
  - Un (1) stock ;
  - Une (1) salle d'archives ;
  - Six (6) blocs sanitaires ;
  - Un (1) espace d'accueil ;
  - Une (1) salle d'attente ;
  - Une (1) tisanerie ;
  - Parties communes.
- Deux plateaux bureaux au 4<sup>ème</sup> étage, d'une superficie globale de 899m<sup>2</sup> et composés de :
  - Aile du Président (Bureau + Kitchenette + Bloc sanitaire) ;
  - Dix-neuf (19) bureaux ;
  - Trois (3) plateaux ouverts ;
  - Une (1) salle de conseil ;
  - Une (1) salle de réunion ;
  - Cinq (5) blocs sanitaires ;
  - Une (1) tisanerie ;
  - Un (1) espace d'accueil ;
  - Une (1) terrasse ;
  - Parties communes.

### **ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le cahier des prescriptions spéciales ;

3. Le bordereau des prix-détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le Décret n°2-01-2332 du 22 rabii 1 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du règlement précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

#### **ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ**

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n°2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n°2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- Le Décret n°2-24-1122 du 02 Rajeb 1446 (03 janvier 2025) fixant le salaire minimum légal dans les activités agricoles et non-agricoles ;
- Le décret n°2-01-2332 du 22 rabii 1 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) ;
- La Circulaire n° 02/2019 du 24 jourmada I 1440 (31 janvier 2019) relative au respect de l'application de la législation sociale dans le cadre des marchés publics pour le gardiennage, la maintenance et la propreté des locaux administratifs et les transactions similaires ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre particulièrement : le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ; Ainsi que tous les textes réglementaires complétant et modifiant les textes précités.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

#### **ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

Conformément aux dispositions de l'article 142 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du présent marché.



L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

#### **ARTICLE 8 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE**

Après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 5 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-EMO.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 11 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 9 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ**

Le suivi de l'exécution du marché est confié à un comité désigné par le maître d'ouvrage.

Ce comité sera chargé de :

- Effectuer le suivi de l'exécution de ce marché.
- Effectuer des contrôles au moment de l'exécution des prestations objet du présent marché.
- Etablir et signer les PV de réception provisoire et définitif.

#### **ARTICLE 10 : ÉLECTION DE DOMICILE DU PRESTATAIRE DE SERVICE**

Les notifications prévues à l'article 17 du CCAG-EMO seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

#### **ARTICLE 11 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur le Président de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**.

2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est le **Président de l'INPPLC**.

3- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.



6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE**

Toutes les prestations du présent appel d'offres constituent le corps d'état principal et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

#### **ARTICLE 13 : DELAI D'EXECUTION**

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres est fixée à une période de douze (12) mois. Le marché sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois ans (3 ans) consécutifs.

La non reconduction du marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un mois (1) pour le maître d'ouvrage et de trois (3) mois pour le prestataire et ce, avant l'échéance.

Le délai de réalisation court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la réalisation des services.

#### **ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

#### **ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX**

Les prix du marché reconductible issu du présent appel d'offres sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

#### **ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF**

- **Le cautionnement provisoire** est fixé à la somme de : Huit mille dirhams (8.000,00 DHS).

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16 paragraphe 1 du CCAG-EMO.

- **Le cautionnement définitif** est fixé à 3% du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai

maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestations si le titulaire a rempli toutes les obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément à l'article 16 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 17 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE**

Le marché issu du présent appel d'offres ne prévoit pas de délai de garantie.

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au prestataire de services.

#### **ARTICLE 18 : ASSURANCES-RESPONSABILITES**

En application de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement d'exécution des prestations, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution des marchés et précisant leur date de validité, à savoir ceux se rapportant notamment à :

- Assurance pour maladies professionnelles et accidents de travail ;
- Assurance de la responsabilité civile à l'égard des tiers.

L'assurance de ces risques doit être souscrite et gérée par une entreprise d'assurance agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances pour pratiquer l'assurance des dits risques.

#### **ARTICLE 19 : DROIT D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire devra supporter les frais d'enregistrement du marché conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 20 : CONTROLE DES PRESTATIONS**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer des contrôles aux moments de l'exécution des prestations. Le prestataire doit fournir à la personne qui représente le maître d'ouvrage, chargée du suivi de l'exécution du marché, si elle le demande tous les renseignements et explications utiles lors de l'exécution des prestations. En outre, il doit informer ladite personne de tout incident ou problème intervenu durant l'accomplissement de sa tâche ainsi que les mesures prises pour y remédier. Le représentant du maître d'ouvrage supervise le déroulement des prestations, et se réserve le droit de contrôler la présence des agents dans leurs postes. En cas d'absence constatée d'un agent ou plus, une pénalité sera appliquée au titulaire comme prévue dans l'article 24 du présent CPS.

#### **ARTICLE 21 : RECEPTION DES PRESTATIONS**

##### **- Réception Provisoire Partielle (Par trimestre)**

A la fin de chaque trimestre, et en application de l'article 49 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de services de la conformité des prestations de services aux spécifications techniques du marché qui résultera du présent appel d'offres et prononcera la réception provisoire partielle.

Cette réception provisoire partielle sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle établi par le maître d'ouvrage à cet effet.

La dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception provisoire du marché.

##### **- Réception définitive :**

A la fin de la durée du marché reconductible qui résultera du présent appel d'offres, le Maître d'ouvrage procédera à la réception définitive du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi par le Maître d'Ouvrage.



## **ARTICLE 22 : MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE RÈGLEMENT**

Le règlement des prestations réalisées sera effectué trimestriellement sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage, aux quantités réellement exécutées, en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif, et ce, conformément à l'article 37 du CCAG-EMO.

Le montant de chaque décompte est réglé trimestriellement au prestataire de service après réception par le maître d'ouvrage des prestations objet du marché.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire de service seront versées au compte bancaire du prestataire indiqué dans son acte d'engagement.

Le titulaire du marché qui sera issu du présent appel d'offres doit prévoir le dépôt électronique de la facture afférente aux prestations conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaâbane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

## **ARTICLE 23 : PIÈCES A FOURNIR POUR LE PAIEMENT**

Le contractant est tenu de fournir à l'occasion de chaque décompte, notamment, les pièces suivantes :

- ✓ Bulletins de paie du personnel affecté au marché dûment signés ;
- ✓ Attestations bancaires mensuelles nominatives des versements effectués au cours du trimestre en question au profit des agents recrutés dans le cadre du marché qui sera issu du présent appel d'offres ;
- Ce salaire net mensuel est exempté des indemnités familiales, C.N.S.S. et assurances.
- ✓ Bordereau de Déclaration de Salaire (BDS) CNSS portant le nombre de jours réellement travaillées par les agents assurant les prestations ;
- ✓ La pièce délivrée par la CNSS attestant la déclaration effective, de tous les agents recrutés dans le cadre dudit marché, en l'occurrence : La liste des assurés déclarés (Formulaire n°212-3-45) ;
- ✓ Pièces justifiantes le paiement des cotisations à la CNSS (Bordereau de paiement des cotisations) avec preuve dudit paiement.

## **ARTICLE 24 : PÉNALITÉS POUR RETARD**

L'absence d'un agent sera sanctionnée par l'application au titulaire d'une pénalité par jour calendaire d'absence ou de retard d'un pour mille (1/1000) du montant du marché modifié ou complété par les avenants intervenus et qui sera retenue d'office sur les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de service de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrite au titre du marché.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, le cas échéant. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

## **ARTICLE 25 : CAS DE FORCE MAJEURE**

Sont applicables les dispositions de l'article 32 du décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'État.



## **ARTICLE 26 : RÉSILIATION DU MARCHÉ ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES**

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et par les dispositions du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un (1) mois pour le maître d'ouvrage et (3) trois mois pour le titulaire, notifié par lettre recommandée. La non reconduction donnera lieu à la résiliation du marché.

## **ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent appel d'offres.

## **ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC**

Le titulaire doit se conformer aux lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail et au recrutement du personnel en dehors du Maroc et ce conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

## **ARTICLE 29 : RESPECT DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL**

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires en matière de travail, notamment :

- L'application du salaire minimum SMIG ;
- Le congé annuel rémunéré ;
- L'hygiène et la sécurité des employés ;
- Paiement de la part patronale relative aux charges sociales (Allocations familiales, charges sociales à court et long terme ; Assurance Maladie Obligatoire, Rémunération pour perte de travail et Frais de formation professionnels)
- L'application de la législation et de la réglementation sociales, notamment la déclaration des préposés à la CNSS, en mettant à la disposition du maître d'ouvrage les attestations de leur immatriculation ;
- L'assurance responsabilité civile et celle contre les accidents de travail.

En cas de non-respect des dispositions précitées, l'administration se réserve le droit de faire application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

Le titulaire est tenu de donner communication à l'administration, chaque fois qu'il le demande, de tous les documents nécessaires pour vérifier l'engagement du titulaire à la bonne pratique des dispositions de la circulaire n°02/2019 du Chef du Gouvernement relatif au respect de l'application de la Législation Sociale.

Si l'administration constate une différence, elle somme le titulaire du marché de réparer le préjudice et en cas de refus, elle en avise l'inspecteur du travail.

Le titulaire du marché est tenu d'engager un personnel apte physiquement ayant des aptitudes requises.

## **ARTICLE 30 : MESURES DE SECURITE**

Le prestataire de services s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.



## **ARTICLE 31 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES**

En cas de litiges entre le Maître d'Ouvrage et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 52, 53 et 54 du C.C.A.G-EMO.

Si cette procédure ne permet par le règlement du litige, celui-ci sera soumis aux tribunaux compétents, conformément à l'article 55 du C.C.A.G-EMO.

## **ARTICLE 32 : AVANCES**

Conformément au décret n°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics, aucune avance ne sera octroyée.

## **ARTICLE 33 : REVISION DES CONDITIONS DU MARCHÉ**

Conformément à l'article 8 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, les conditions du marché reconductible pendant la durée de son application, peuvent faire l'objet d'une demande de révision par chacune des parties contractantes, par le biais d'un avenant, pour autant qu'il n'en modifie pas l'objet.

Lorsque ces modifications nécessitent l'introduction de prestations supplémentaires imprévues au moment de la passation du marché initial, le maître d'ouvrage, en accord avec le titulaire du marché, arrête de nouveaux prix pour ces prestations par analogie aux méthodes de calcul du prix du marché initial.

Ces nouveaux prix font l'objet d'un avenant dans la limite prévue par les dispositions du paragraphe 9 de l'article 89 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

La révision des conditions du marché qui sera conclue suite au présent appel d'offres peut avoir lieu à la fin de chaque semestre moyennement un préavis de deux mois, sans toutefois dépasser 10 % en plus et 25 % en moins de la masse initiale des prestations objet du marché.

Cette révision est introduite par avenant. Au cas où un accord n'interviendrait pas sur cette révision, le marché est résilié.

## **ARTICLE 34 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES**

### **A- Retenue à la source applicable aux titulaires non-résidents**

Une retenue à la source au titre :

- de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, appliquée aux concurrents étrangers non installés au Maroc, fixée au taux de dix pour cent (10%), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché qui sera issu du présent appel d'offres, et ce conformément aux dispositions de l'article 117 § III du CGI.
- de la TVA au taux de 20%.

### **B- Retenue à la source applicable aux titulaires résidents**

La retenue à la source est opérée à hauteur de 75% du montant de la TVA, au titre des opérations de prestations de services visées à l'article 117 V (Retenue à la source sur les opérations effectuées par les prestataires de services assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée) du CGI.



## **CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES**

### **ARTICLE 35 : CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations de gardiennage et de surveillance consistent à exécuter les tâches suivantes :

- Le contrôle des entrées et des sorties des personnes étrangères/visiteurs à l'entrée principale de l'immeuble abritant le siège de l'INPPLC (enregistrement des informations relatives à l'identité des visiteurs et ce, sur présentation de leurs CIN, le service visité, l'heure de rentrée et l'heure de sortie) ;
- L'accueil des visiteurs à l'entrée de chaque étage du siège de l'INPPLC ;
- L'appel des personnes demandées au bureau d'accueil ;
- L'orientation des visiteurs vers les services concernés ;
- Informer et accompagner les visiteurs ;
- La surveillance et le contrôle des visiteurs avec discrétion et professionnalisme ;
- La prise de message destinée au personnel de l'INPPLC ;
- Ne pas laisser l'accès libre pour les étrangers aux bureaux en dehors des horaires administratifs ;
- L'enregistrement du personnel de l'INPPLC ayant accédé aux bureaux pendant les weekends et les jours fériés sur le registre, tout en mentionnant leurs noms, prénoms, qualité et objet de la visite. ;
- Contrôler les entrées et sorties de tous matériels, fournitures et équipements et autres articles. Pour cela, le personnel du titulaire doit interdire les sorties de tout équipement, matériel ou mobilier des locaux surveillés sans autorisation écrite (décharge, bon de sortie) et interdire l'entrée de toutes fournitures, équipement, matériel ou mobilier approvisionnés par les fournisseurs sans autorisation ou la présence d'une personne du service concerné ;
- Surveiller les locaux de l'INPPLC et leurs dépendances (parties communes) ;
- Procéder à des rondes générales dans les locaux de l'INPPLC, quotidiennement avant de quitter les lieux et ce, pour :
  - Vérifier l'absence d'intrus ;
  - Fermer les portes et les fenêtres laissées ouvertes ;
  - Eteindre les éclairages des bureaux, couloirs et installations sanitaires ;
  - Eteindre les climatiseurs ;
  - Fermer les robinets et les chasses d'eau ;
- Surveillance permanente des employés des entreprises lors de l'exécution des travaux à l'intérieur du siège ;
- Remettre directement et contre émargement au service concerné par le suivi d'exécution des prestations objet du présent CPS, les objets et matériels trouvés par le personnel du prestataire dans l'enceinte des locaux de l'INPPLC ;
- Tenir des registres de gardiennage du siège de l'INPPLC, à savoir :
  - Registre du personnel travaillant en dehors des heures de services ;
  - Registre d'accès des personnes étrangères à l'INPPLC ;
  - Registre des réclamations et consignes particulières ;
- Effectuer à des intervalles réguliers, des rondes de contrôle et de prévention. Ils devront y déceler :
  - Les portes et fenêtres restées ouvertes ;
  - Les lumières non éteintes ;
  - Les lampes défectueuses ;
  - Les fuites d'eau ;
  - Les bips sonores émanant des locaux ou équipements techniques ;
  - Les poignées de porte endommagées.
- Contacter pour information et instructions les personnes concernées en cas d'incident, d'événement et de réception des personnalités VIP ;
- Garder une stricte confidentialité et non divulgation de tout renseignement ou information concernant les fonctionnaires ou visiteurs du maître d'ouvrage ;



- Procéder aux premières interventions en cas d'incendie et aider à l'évacuation des lieux avec professionnalisme en utilisant les moyens mis à leur disposition et en alertant les services, les personnes et les autorités concernées.

## **ARTICLE 36 : LIEUX D'EXECUTION ET REPARTITION DE L'EFFECTIF**

### **1. Effectif et horaires d'exécution des prestations**

Le personnel chargé de la surveillance et du gardiennage doit être constitué de quatre (04) agents qui seront répartis selon les horaires définis dans le tableau ci-dessous. Chaque agent assurera le service pendant 8 heures de surveillance et de gardiennage :

**Tableau récapitulatif des horaires et des équipes de travail :**

N° de prix	Désignation des prestations	Nombre des agents
1	Prestations de surveillance et de gardiennage de 08h00 à 16h00 (6j/7)	2
2	Prestations de surveillance et de gardiennage de 16h00 à 00h00 (6j/7)	1
3	Prestations de surveillance et de gardiennage de 00h00 à 08h00 (6j/7)	1
<b>Total</b>		<b>4</b>

Cette répartition peut être revue par le maître d'ouvrage s'il le juge nécessaire sans pour autant augmenter l'effectif.

**N.B :** Le titulaire doit obligatoirement assurer les remplaçants les dimanches, les jours fériés et les congés annuels et de maladies des agents.

Le titulaire du marché est tenu, dans les dix jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, de présenter pour acceptation par le maître d'ouvrage, une liste détaillée des personnes habilitées à assurer les tâches objet du présent CPS.

### **2. Gestion des clefs**

Les modalités de gestion des clefs seront arrêtées en commun accord entre l'INPPLC et le prestataire.

## **ARTICLE 37 : OBLIGATION ET RESPONSABILITES DIVERSES DU TITULAIRE DU MARCHÉ**

Le titulaire du marché issue du présent CPS s'engage à :

1. Répondre des faits et fautes de ses agents ayant entraîné un préjudice quelconque à l'administration, à son personnel ou au partenaire de celle-ci. Toutes les dispositions doivent être prises par le prestataire pour procéder au remplacement des agents défaillants ou permissionnaires, tout en veillant toutefois, à la limitation de ces phénomènes, de manière à ce qu'aucun des postes de garde prévus ne reste vacant. Le maître d'ouvrage doit être informé immédiatement de la démission ou du licenciement des agents assurant la mission du gardiennage et de la surveillance. En cas de vol du matériel de valeur appartenant à l'INPPLC, le titulaire sera tenu de dédommager l'Administration dans la limite de la valeur vénale dudit matériel.
2. Organiser la relève des agents de manière à ce qu'aucun des postes de garde ne reste vacant.
3. Appliquer la réglementation du travail en vigueur, notamment :
  - le respect du SMIG et les horaires du travail en vigueur ;

- la déclaration des vigiles proposés à la CNSS ;
  - l'assurance contre les accidents de travail et la responsabilité civile ;
  - respecter la législation du travail notamment en ce qui concerne le repos hebdomadaire et le congé annuel payé.
4. Le prestataire de service est tenu, une fois demandé par le maître d'ouvrage de remettre des copies certifiées conformes des attestations de déclaration des vigiles à la CNSS. En cas d'affectation d'un nouveau vigile, le prestataire de service est tenu d'accomplir la même formalité.
  5. A mettre à la disposition de son personnel le matériel nécessaire pour l'exécution des prestations ;
  6. A affecter à cette prestation de gardiennage et surveillance des locaux de l'INPPLC, des vigiles (agents de sécurité) qui doivent :
    - Etre de sexe masculin, de bonne moralité et disciplinés ;
    - Etre de bonne présentation et âgé de plus de 20 ans ;
    - Avoir une bonne condition physique, posséder les capacités et aptitudes de l'agent de sécurité ;
    - Avoir une scolarité de niveau 4<sup>ème</sup> secondaire minimum et ayant subi une formation dans le métier de gardiennage ou de la surveillance ;
    - N'ayant aucun antécédant judiciaire ;
    - Justifier leurs compétences d'une expérience professionnelles dans le domaine de gardiennage et de surveillance en vue de répondre au mieux à la demande de l'INPPLC.
  7. Tout agent qui n'a pas les qualités requises (morales ou professionnelles) pour l'exercice de cette fonction, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire son accès aux locaux de l'INPPLC et il doit être remplacé immédiatement.
  8. Le port de badge avec photo portant le nom et le prénom de l'agent, la tenue de travail et la tenue distinctive (une pour la saison d'hiver et une autre différente pour la saison d'été) sont obligatoires. Ces tenues doivent être agréées par le maître d'ouvrage.
  9. Le concurrent doit remettre à chaque fin du trimestre au maître d'ouvrage, une copie des bulletins de paie du personnel affecté dans le cadre du marché.
  10. Le titulaire du marché doit inscrire l'ensemble du personnel affecté dans le cadre du marché auprès de la CNSS. Il est appelé à remettre chaque fois que le maître d'ouvrage le demande, des copies des bordereaux de déclaration du personnel affecté dans le cadre dudit marché émanant de la CNSS.
  11. Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, la liste contenant les noms, les prénoms, adresses, numéros des CIN et photos du personnel destiné à exécuter les prestations objet du présent marché reconductible et la tenir constamment à jour, à la disposition du MO.
  12. Aussi, avant toute affectation ou remplacement, le titulaire doit soumettre au maître d'ouvrage, les CV de chaque agent accompagnés des pièces suivantes :
    - Une copie de la CIN ;
    - Une fiche anthropométrique ou un extrait du casier judiciaire ;
    - Un certificat du niveau scolaire ;
    - Une copie du diplôme ou d'une attestation de formation dans les domaines de gardiennage ou de surveillance ;
    - Le contrat de travail portant les mentions légales, signé par les deux parties et légalisé auprès des autorités compétentes ;
    - Toutes les autorisations administratives et réglementaires pour l'exercice de l'activité objet du présent marché reconductible, notamment celles signalées à l'article 8 du RC.





13. En cas de vol du matériel dans les locaux du maître d'ouvrage, le titulaire, qui sera immédiatement informé par le maître d'ouvrage, est tenu de produire dans un délai de (24) vingt-quatre heures qui suivent, un rapport sur l'acte de vol . Le titulaire est tenu directement ou par l'intermédiaire de son assurance, de dédommager le maître d'ouvrage dans la limite de la valeur vénale du matériel détérioré.

### **ARTICLE 38 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE**

- Du seul fait de la signature du marché reconductible, l'attributaire reconnaît avoir reçu de l'INPPLC toutes les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du marché reconductible. Il est réputé être parfaitement renseigné sur les moyens et conditions d'exécution du marché reconductible ;
- De ce fait, l'attributaire ne pourra soulever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité par suite de sous-estimation des risques ou de toutes autres sujétions pouvant porter atteinte à une parfaite exécution du marché reconductible ;
- L'INPPLC se réserve la faculté d'opérer toute vérification et contrôle qu'elle jugera nécessaire pour s'assurer de la qualité des prestations en présence des représentants de l'attributaire.

### **ARTICLE 39 : TENUE DE TRAVAIL**

Les préposés du titulaire doivent porter une tenue de travail et être équipés de tous les moyens nécessaires pour accomplir leurs tâches.

#### **En ce qui concerne la tenue de travail :**

Le titulaire s'engage à fournir des uniformes de 1er choix en nombre suffisant et en qualité satisfaisante; selon les saisons (minimum deux uniformes par an). Ces tenues de travail doivent être propres, correctes et uniformes, pour que les préposés aient une présentation convenable. Ces tenues doivent porter visiblement l'insigne de l'entreprise qui doivent être visibles sur la tenue et ce, pour permettre à ses agents d'avoir une présentation impeccable. Les préposés du titulaire doivent porter des badges les identifiant, portant leurs photos et mentionnant leurs noms et prénoms. Les badges doivent être dûment signés et cachetés par le titulaire.

Les préposés du titulaire ne doivent se présenter à leur site d'affectation qu'obligatoirement vêtue de la tenue régulière de travail portant visiblement le sigle de la société et des badges. Tout agent manquant à ces prescriptions, sera immédiatement renvoyé et considéré comme absent. Ainsi le titulaire doit prévoir :

- Uniforme composé d'un pantalon, d'une veste blazer, de deux chemises, d'une cravate et de chaussures adaptées.

Après notification d'approbation du marché, les échantillons des tenues doivent être présentés par le titulaire au service des Achats et des Moyens Généraux **pour validation**.

### **ARTICLE 40 : LIAISON AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

Toutes les fois qu'il en est requis, le titulaire du marché est tenu de répondre aux convocations qui lui seront adressées pour se rendre dans les bureaux du Maître d'Ouvrage.

Au cas où il ne pourrait pas assister personnellement aux réunions prévues, il doit auparavant désigner une personne qualifiée pour le représenter auprès du Maître d'Ouvrage.

## BORDEREAU DES PRIX-DÉTAIL ESTIMATIF

N° de prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire mensuel en dirhams H.T	Montant Total H.T
1	Prestations de surveillance et de gardiennage de 08h00 à 16h00 (6j/7)	Agent/mois	24	5.000,00	120.000,00
2	Prestations de surveillance et de gardiennage de 16h00 à 00h00 (6j/7)	Agent/mois	12	5.000,00	60.000,00
3	Prestations de surveillance et de gardiennage de 00h00 à 08h00 (6j/7)	Agent/mois	12	5.000,00	60.000,00
<b>TOTAL ANNUEL DE L'ESTIMATION DU MAITRE D'OUVRAGE H.T</b>					<b>240.000,00</b>
<b>TAUX TVA 20%</b>					<b>48.000,00</b>
<b>TOTAL ANNUEL DE L'ESTIMATION DU MAITRE D'OUVRAGE TTC (A)</b>					<b>288.000,00</b>
<b>TAX DE MAJORATION EN POURCENTAGE (*) (B)</b>					
<b>MAJORATION EN VALEUR (C)=(A)*(B)</b>					
<b>TOTAL ANNUEL TTC APRES MAJORATION (D)=(A)+(C)</b>					

(\*) : Le taux de majoration ne doit pas être nul et doit être arrêté au deuxième chiffre après la virgule au plus.

Fait à .....Le.....

(Signature du concurrent)

f




## Cahier des Prescriptions Spéciales

Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

### Appel d'offres ouvert à majoration n° : 06/2025

**Objet :** Prestations de Surveillance et de Gardiennage des locaux de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), en lot unique.

Vérifié par :  **Chef de Département  
Budget et Ressources  
Financières  
Abdellah OUMAMI**

Maître d'ouvrage	Le concurrent
 Rabat, le.....	(Lu et accepté manuscrite) (Cachet et signature)     A : ....., le.....